



Serge et Beate Klarsfeld : une action et une vie communes au service du devoir de mémoire.

“Il faut s’unir contre tous les ex

Europe Serge et Beate Klarsfeld font le bilan de leurs combats et balisent le retour des périls.

Entretien **Christian Laporte**

Depuis un demi-siècle, Serge et Beate Klarsfeld mènent un double combat au nom du devoir de mémoire : traquer les criminels nazis et faire toute la lumière sur la déportation des Juifs d'Europe. Invités des Grandes Conférences catholiques - lire ci-contre - ils en ont fait le bilan pour "La Libre"...

Vos combats contre l'extrémisme ont été ponctués positivement mais les périls reviennent au galop en ces temps bousculés. Où vous situez-vous par rapport à eux ?

Serge Klarsfeld (SK) : C'est vrai que notre engagement de base est un peu derrière nous et que le moment est venu de passer le flambeau à d'autres générations. Reste que nous devons avec les démocrates de tous les pays nous battre contre le retour de l'extrême droite. Le prochain grand test a lieu l'an prochain en France. Cela s'annonce mal avec une gauche divisée et

affaiblie alors qu'à droite, François Fillon est très soucieux de réaliser un programme de réformes sévères et donc d'imposer encore plus d'austérité alors qu'il a face à lui une formation démagogique qui promet l'impossible. Dans ce contexte d'un second tour entre la droite et l'extrême droite, on n'est absolument pas sûr de connaître un indispensable réflexe républicain. D'autant plus qu'on surfe partout sur la dangereuse vague de sortir les sortants...

La marée brune a cependant pu être endiguée lors des élections régionales...

SK : Oui, nous avons fait notre possible dans les deux régions les plus exposées : les démocrates ont résisté en Provence-Alpes-Côte d'Azur et dans le Nord. Christian Estrosi et Xavier Bertrand l'ont emporté mais le Front national est bien implanté et pour longtemps. Plus rien n'arrête l'électeur. Le drame est que le contexte de 2017 s'annonce mal. Si Juppé avait remporté la primaire à droite, son côté social aurait pu lui valoir des voix de gauche ; c'est moins évident avec Fillon. Du côté de la gauche, Hollande, qui aurait pu jouer un rôle rassembleur, n'en sera pas... et le FN sera donc au second tour. Nous aurions voulu une vraie confronta-

tion entre la gauche et la droite...

Vous n'êtes pas optimiste...

Beate Klarsfeld (BK) : en 2002, la configuration était différente. Chirac a pu se montrer plus social car il n'y avait pas encore autant de nécessité de se serrer la ceinture. Le réveil républicain a joué là. On ne le perçoit pas ici...

En dehors de certaines villes, le FN n'a guère percé.

SK : Oui, il a eu quelques réussites mais la vague populiste n'a jamais été aussi forte. Et puis, il y a les précédents de l'histoire : en 1930, les députés nazis étaient 12 ; deux ans après, ils étaient 230...

Revit-on les années trente ?

SK : Partout en Europe, les citoyens redoutent les grandes mutations et ont peur de perdre leurs avantages, leur niveau de vie, leurs protections sociales. Ils sont tellement habitués de vivre en paix et dans la prospérité qu'ils prennent peur face à la mondialisation. Ils réclament plus de sécurité et sont tentés de suivre les démagogues

qui ne manquent hélas pas de talent. Dès qu'on serre la ceinture, on tape sur l'Europe et on prône un repli frileux.

BK : Il est aussi inquiétant de voir que les partis les plus extrémistes progressent là où ils stagnaient comme en Allemagne...

Comment enrayer cette progression ? Par une meilleure éducation citoyenne ?

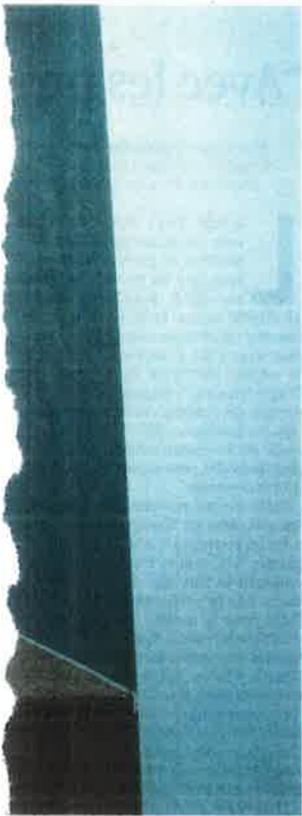
SK : Oui, à destination d'abord des jeunes. Il faut les convaincre de se battre pour une Europe qui repose sur un modèle de progrès et de liberté. Le "hic" est que ce langage était compris en temps de prospérité mais lorsque le climat sociétal devient maussade, la démocratie ne suscite plus l'enthousiasme.

“Il a fallu faire comprendre que le recours à une certaine violence n'avait aucune mesure avec celle des nazis.”

BEATE KLARSFELD qui a fait de la prison suite à certains de ses actes.

On est loin des mobilisations que vous suscitiez en Allemagne, en France, chez nous...

BK : Ce n'était pas gagné non plus : il fallait au plus vite épurer le personnel politique et judiciaire allemand qui tenait les manettes à tous les niveaux comme s'il n'y avait pas eu de guerre. Il ne faut pas



Épingle

Cinquante ans de combats communs

Regards croisés. Interrogés par Caroline Veyt, animatrice-journaliste à la RTBF, Serge et Beate Klarsfeld ont parcouru un demi-siècle d'engagements et de vie commune à la tribune des Grandes Conférences catholiques non sans resituer leurs origines respectives. Des moments poignants et souvent très émouvants même si l'humour s'invita aussi dans l'aventure de ce couple tellement atypique au lendemain de la Seconde Guerre et en même temps annonciateur de cette Europe unie dont ils regrettent qu'elle se grippe aujourd'hui face aux sirènes du populisme. Serge comme Beate ont eu chacun un caractère bien trempé. Ce qui leur a permis de vaincre leurs peurs et de s'engager dans des actions hors normes pour traquer les anciens nazis qui pensaient pouvoir continuer leur carrière sous un vernis de démocratie retrouvée. S'ils ont accumulé les succès sur le plan judiciaire – avec l'appui aussi de leur fils Arno –, ce fut souvent au prix de longues recherches parfois parsemées de déceptions. Enfin, leur combat n'a pas été vain puisqu'il a vraiment fait évoluer les connaissances sur la Shoah. **C.Le**

trémismes”

oublier qu'à ce moment, en pleine guerre froide, l'ennemi était surtout communiste. Puis, il a fallu faire comprendre que si on recourait à une certaine violence, elle n'avait aucune mesure avec celle des nazis.

La persévérance a payé. Il y a eu des procès démocratiques. Ce n'était pas gagné car ils occupaient des positions dans la justice et dans la police. Un comble ! Certains de nos combats ont pris un temps certain : on avait situé Klaus Barbie dès 1971 mais il fallut 16 ans pour le voir extradé.

Sans nul doute, le couronnement de votre combat fut le procès Papon à Bordeaux...

SK: Ce fut aussi le plus difficile parce que nous n'étions pas sur la même longueur d'onde que les autres parties civiles. Nous étions en faveur d'une peine gradée pour celui que nous considérons comme un exécutant des instructions du régime de Vichy qui était issu d'un gouvernement régulier. Jusque-là, on ne jugeait pas les exécutants, du préfet de région aux gendarmes. Les autres parties civiles voulaient la perpétuité mais nous sentions que les jurés pourraient aller jusqu'à l'acquiescement. Au nom des Fils et filles de déportés juifs de

France, il était important de faire reconnaître la responsabilité de Maurice Papon qui avait été ministre de Raymond Barre et préfet de Paris sous le général de Gaulle. Bref, un homme portant tous les insignes de la respectabilité... En outre, il avait sauvé des Juifs qui lui paraissaient "intéressants"... C'était d'autant plus compliqué aussi que Papon aurait très bien pu ne pas participer au procès mais il ne l'a pas fait.

Aujourd'hui, le danger est certes l'extrême droite et toutes ses déclinaisons poujadé-démagoliques mais l'extrémisme est aussi islamiste...

SK: Il y a effectivement une grave menace dans ce qui apparaît comme une volonté de reconquête. En tant que Juif, je suis très inquiet pour l'avenir d'Israël mais aussi pour l'évolution de la situation en Europe avec le renforcement des extrémismes.

Ce qui doit malgré tout rassurer est que ces attentats sont certes le fruit de certains réseaux mais on ne peut évidemment incriminer la grande majorité des musulmans qui veulent vivre en paix et s'intégrer. Ici aussi les démocrates doivent faire front car l'extrême droite est en embuscade.

Pays-Bas

La ratification du traité UE-Ukraine en péril

Tuile pour le Premier ministre libéral Mark Rutte: le petit parti ChristenUnie (3 sièges) s'opposera, au Sénat, à la ratification du traité d'association entre l'Union européenne et l'Ukraine (ratifié par tous les autres Etats membres). Les Néerlandais avaient rejeté ce traité lors d'un référendum consultatif, en avril 2016. Il faut 38 voix pour obtenir une majorité, la coalition libérale-travailliste et les partis favorables à l'accord n'en rassemblent que 36. Le sort du traité est dans les mains des démocrates-chrétiens du CdA (12 sièges), premier parti d'opposition. **OleB**

Royaume-Uni

L'Ecosse veut rester dans le marché unique

Alors que le gouvernement britannique doit encore établir sa tactique pour les négociations de sa sortie de l'Union européenne, la Première ministre Nicola Sturgeon a présenté mardi son plan pour l'Ecosse. Elle entend que celle-ci reste membre du marché unique après le Brexit via l'Espace économique européen et l'Association européenne de libre-échange – comme la Norvège ou l'Islande. M^{me} Sturgeon n'écarte pas non plus la tenue d'un second référendum sur l'indépendance de l'Ecosse, qui a voté largement en faveur du maintien dans l'UE, lors du référendum. **OleB**



La "First Minister" écossaise Nicola Sturgeon à Bruxelles, le 29 juin dernier.

37500

PERSONNES ÉVACUÉES D'ALEP

C'est le chiffre donné ce mardi par le ministre turc des Affaires étrangères Mevlut Cavusoglu, qui a ajouté que l'objectif était d'achever toutes les évacuations d'ici mercredi.

Soudan

Libération de 3 employés du HCR enlevés au Darfour

Trois employés du Haut-Commissariat de l'Onu pour les réfugiés (HCR), qui avaient été enlevés le 27 novembre au Darfour, une région de l'ouest du Soudan en proie à des violences, ont été libérés. "Nous renouvelons notre appel à toutes les parties, pas uniquement au Soudan mais partout, à respecter le droit humanitaire international et assurer la protection de tous les civils", a déclaré le Haut-Commissaire pour les réfugiés Filippo Grandi. Qui a précisé que le HCR allait continuer à apporter de l'aide aux centaines de milliers de déplacés dans ce pays, théâtre d'un conflit sanglant depuis 2003. (Belga)

Yémen

Vingt-deux morts dans des combats dans le sud-ouest

Au moins 22 personnes ont été tuées dans des combats entre rebelles chérites Houthis et forces gouvernementales à la périphérie de Taëz, troisième ville du Yémen. Les forces loyalistes sont soutenues depuis mars 2015 par une coalition arabe sous commandement saoudien qui a indiqué lundi avoir fait "un usage limité" de bombes à sous-munitions britanniques, un type d'armes interdites par une convention internationale. La guerre au Yémen a fait plus de 7 000 morts et quelque 37 000 blessés depuis près de 21 mois. Toutes les tentatives de résoudre le conflit par la négociation ont échoué jusqu'à présent. (AFP)

Guinée

L'ex-aide de camp de Dadis Camara arrêté au Sénégal

L'aide de camp de l'ex-chef de la junte guinéenne, le capitaine Moussa Dadis Camara, qui avait tenté de le tuer, recherché pour sa participation au massacre d'opposants en 2009, a été arrêté à Dakar, selon des sources concordantes. Aboubakar Sidiki Diakité, alias Toumba, recherché par la justice guinéenne pour sa participation au massacre du 28 septembre 2009 dans le stade de Conakry, se cachait sous une fausse identité à Dakar et en ayant modifié son apparence depuis plusieurs années, rapportent mardi plusieurs médias sénégalais. (AFP)